



Plan social : nous sauverons tout ce qui peut l'être !

Que les choses soient claires. Nous ne sommes pas demandeurs du plan que la direction nous impose pour des raisons économiques. Quelle que soit l'issue des négociations, la suppression de postes et le départ de nombreux talents restent pour nous un échec. Après plusieurs réunions, la direction a examiné nos propositions destinées à sauver ce qui pouvait l'être. On parlait de très loin... A l'origine, une centaine de postes devaient être supprimés, dont 70 à la rédaction.

L'agence de presse morte-née. La direction voulait créer une agence de presse, extérieure à La Voix du Nord, afin de sous-traiter des tâches dédiées aujourd'hui aux journalistes et aux assistantes. Face à notre refus catégorique, la direction a renoncé à cette idée.

Par contre, seront quand-même créés 17 postes de journalistes dans un nouveau statut de "rédacteur/rédactrice" différent des reporters actuels, sans le demi-mois de mai et réservés à de nouvelles embauches. Leurs missions, essentiellement sédentaires, avec des horaires fixes, seront de gérer la production des correspondants, animer les audiences numériques et les réseaux sociaux. Nous avons demandé que certaines tâches soient réassignées aux assistantes (désormais regroupées en quatre pôles de zone), trois postes ont été récupérés (sur les 16 supprimés au départ).

Un bureau de Calais sauvé. La direction voulait purement et simplement fermer le bureau de Calais, la ville la plus importante du Pas-de-Calais. Et se séparer de l'équipe des 6 journalistes. Tout cela pour ne garder qu'une édition (regroupée avec Dunkerque) réalisée à partir de sujets de Nord Littoral et des hebdomadaires. Impensable pour nous. La direction a finalement accepté de maintenir 3 reporters Voix du Nord à Calais, un sportif à temps partiel et le pôle d'édition. Mais n'a pas fait marche arrière sur la mutualisation avec Nord Littoral. A noter cependant qu'un reporter du Desk rédactionnel sera détaché, et basé à Calais, pour suivre les dossiers d'envergure régionale sur le littoral.

Des éditions regroupées mais "préservées". Dès le début, le projet de la direction prévoyait de passer de 17 à 13 éditions regroupées, mais pas fusionnées. Si l'on exclut les postes de rédacteurs (sédentaires), 22 postes (équivalent temps plein) de reporters de terrain devaient être supprimés. Nous en avons sauvé dix. Malheureusement, ces regroupements entraînent 17 pertes de postes chez les éditeurs.

Des photographes maintenus en zone. Le plan de la direction prévoyait la suppression de quatre

photographes (un par zone). Pour garder le maillage territorial, nous avons réussi à ce que les zones hors Métro conservent leurs postes actuels. Finalement, deux seront supprimés en Métro.

Le point noir de la Métropole. C'est un démantèlement complet de la zone Métropole et de ses éditions qu'envisageait le plan de réorganisation. Avec une saignée de près de la moitié des effectifs (21 sur 52 à l'origine). Le projet consistait en trois équipes : une Métro de 15 journalistes chargés de dossiers thématiques métropolitains et deux de 10 journalistes couvrant les immenses secteurs Ouest et Est avec la disparition des agences. Totalement incompréhensible pour nous. Outre l'absence de projet éditorial clair, le risque est réel de ne plus pouvoir couvrir correctement l'information de proximité, coeur de métier des journalistes de PQR. La direction a revu sa copie.

L'équipe Métro passe à 12 ETP, afin de regagner des postes dans les rédactions locales. Nous conservons trois agences (Roubaix-Tourcoing-Vallée de la Lys, Villeneuve-Seclin-Les Weppes et Lille-Marcq-Armentières). Ce qui représente au total 40 journalistes sur la zone métropolitaine (dont 4 rédacteurs), contre 52 aujourd'hui.

Des créations de postes dans le numérique. Outre quatre postes de rédacteurs qui viendront renforcer l'Interactivité, Ta Voix et le service Documentation, sept postes de reporters ou d'éditeurs sont créés à LaVDN, au homepaging, au LabVidéo et à Ta Voix#Creator.

Et maintenant ? Si notre détermination a permis d'éviter jusque-là des départs contraints, il reste encore beaucoup de points à aborder. Les prochaines négociations concerneront notamment les autres catégories concernées par des suppressions de postes (cadres, centrale de réservation, documentation), mais aussi les accords droits d'auteur que la direction veut revoir, et bien sûr le lourd dossier des conditions de départ.

L'ensemble du plan de réorganisation sera présenté dans le détail par la direction lors du CSE du 13 décembre. Nous avons limité les dégâts mais beaucoup de questions restent en suspens.

C'est pour cela que nous invitons l'ensemble des salariés à une réunion

à La Pilaterie, le mercredi 14 décembre, à 11 h.